

NON A LA PRIVATISATION DE L'AFP !

Un rapport remis au président de la République sur l'avenir de la presse préconise ni plus ni moins que « la transformation de l'AFP en société anonyme » avec ouverture de son capital.

Ce même document annonce aussi le désir de « donner à l'AFP un actionnaire clairement identifié et stable, tout en ouvrant son conseil d'administration à de nouveaux membres. En clair, avant même que les Etats généraux préconisés par Nicolas Sarkozy ne soient réunis, on prépare ouvertement une privatisation de l'agence et la mise en cause de son statut, garanti par une loi de 1957. Notons que des idées semblables avaient déjà été formulées par le président de l'agence Pierre Louette qui visiblement s'est félicité du contenu de ce rapport lors de la conférence de rédaction de jeudi.

Que le document rende hommage au travail de l'AFP et à son rôle d' « institution prestigieuse dont la marque est une référence en matière d'information » – en nous attribuant au passage pas moins de 6 000 journalistes, soit plus du double du nombre réel – ne change rien sur le fond. Le rapport succombe aussi au dogmatisme idéologique qui prône la privatisation d'une entreprise peu rentable et remplissant une mission d'intérêt général et ne craint pas la contradiction, en recommandant l'entrée d'actionnaires, tout en affirmant que l'AFP ne doit pas tomber dans des mains étrangères.

Ces propositions, si elles devaient être mises en oeuvre, mettraient à l'encan l'article 2 de notre statut, qui préserve l'indépendance rédactionnelle de l'agence. Rappelons que cet article précise, en partie, que l'AFP « ne doit, en aucune circonstance, passer sous le contrôle de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique. »

Nous rappelons également que le personnel de l'Agence a déjà, à maintes reprises, exprimé son attachement au statut de 1957. En témoigne, par exemple, la déclaration suivante :

« Le personnel de l'AFP toutes catégories réuni ce 14 Mai 2008 dénonce les attaques répétées de la part de responsables politiques dont l'agence fait l'objet et réaffirme son attachement à la défense de son statut, garant de son indépendance. »

Par conséquent, l'intersyndicale dénonce avec la plus forte détermination ces nouvelles propositions. Elle appelle l'ensemble des salariés à se tenir prêts à riposter à nouveau si ces menaces devaient se préciser. Les syndicats demandent également à être reçus urgemment par la Direction.

L'intersyndicale CGT-SNJ-F0-CFDT-CGC-SUD-CFTC

Paris, le 19/9/08

Lire le rapport Giazzi :